

SEANCE DU 21 FEVRIER 2013

Date de convocation: 15/02/2013 Nombre de conseillers : En exercice : 13 Présents : 11 Votants : 11
L'an deux mille treize, le vingt et un février, à 20H30, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la mairie, en séance publique sous la présidence de Monsieur Lionel VAN AERTRYCK, Maire.

Etaient présents : Mesdames et Messieurs VAN AERTRYCK, HUET, LUCAS, MOIRÉ, BOIVENT, DEVIGNE, DEGUILLARD, LEDREUX, PABOEUF, HONORÉ, VIDELOT.

Absents : Christine LINAY et Patrick MESLET

Secrétaire : Bernard BOIVENT

N° 2013-5

APPROBATION DES COMPTES ADMINISTRATIFS 2012

Les comptes administratifs se résument ainsi :

1°) **COMMUNE** budget principal

	Réalisé
SECTION DE FONCTIONNEMENT	
Dépenses de l'exercice	662 674,06
Recettes de l'exercice	809 037,68
Excédent de fonctionnement 2012	146 363,62
SECTION D'INVESTISSEMENT	
Dépenses de l'exercice	508 432,99
Recettes de l'exercice	526 741,91
Solde d'exécution de l'exercice	18 308,92
Report exercice N-1	-70 054,98
Résultat d'investissement 2012	-51 746,06

2°) **ASSAINISSEMENT** budget annexe

	Réalisé
SECTION D'EXPLOITATION	
Dépenses	26 207,51
Recettes	63 146,91
solde d'exécution de l'exercice	36 939,40
Excédent antérieur reporté	18 222,99
Excédent de fonctionnement 2012	55 162,39
SECTION D'INVESTISSEMENT	
Dépenses	237 024,10
Recettes	137 503,10
solde d'exécution de l'exercice	-99 521,00
Excédent antérieur reporté	39 298,00
Résultat d'investissement 2012	-60 223,00

3°) **ZAC** budget annexe

	Réalisé
SECTION DE FONCTIONNEMENT	
Dépenses	7 478,35
Recettes	7 478,35
solde d'exécution	0,00
SECTION D'INVESTISSEMENT	
Dépenses	8 435,15
Recettes	0,00
solde d'exécution	-8 435,15
Report exercice N-1	-61 595,42
Résultat d'investissement 2012	-70 030,57

4°) **LOTISSEMENT** budget annexe

	Réalisé
SECTION DE FONCTIONNEMENT	
Dépenses	35 232,31
Recettes	35 232,31
solde d'exécution	0,00
Résultat fonctionnement 2012	0,00
SECTION D'INVESTISSEMENT	
Dépenses	35 232,31
Recettes	0,00
Résultat d'investissement 2012	-35 232,31

Mr le Maire ne participe pas aux débats ni au vote des comptes administratifs.
Le Conseil Municipal approuve, à l'unanimité, les comptes administratifs de l'exercice 2012 du budget principal de la Commune et des budgets annexes Assainissement, ZAC et Lotissement.

N° 2013-6

SPIC PHOTOVOLTAÏQUE APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2012

Le compte administratif se résume ainsi :

4°) **SPIC PHOTOVOLTAÏQUE**

	Réalisé
SECTION DE FONCTIONNEMENT	
Dépenses	290,13
Recettes	10 177,35
solde d'exécution de l'exercice	9 887,22
report exercice N-1	-1 749,02
Résultat fonctionnement 2012	8 138,20
SECTION D'INVESTISSEMENT	
Dépenses	4 820,37
Recettes	0,00
solde d'exécution de l'exercice	-4 820,37
report exercice N-1	10 235,85
Résultat d'investissement 2012	5 415,48

Mr le Maire ne participe pas aux débats ni au vote du compte administratif.
Le Conseil Municipal approuve, à l'unanimité, le comptes administratif de l'exercice 2012 du SPIC Photovoltaïque.

N° 2013-7

DEMANDE D.E.T.R. 2013

Afin d'améliorer l'acoustique et l'isolation dans le restaurant scolaire de l'école publique, il est nécessaire d'entreprendre les travaux ci-dessous :

- Pose de panneaux acoustiques muraux et d'îlots flottants au plafond du réfectoire
- Pose d'une cloison coupe-feu sous combles et de laine de verre entre la cuisine et la salle de classe adjacente

Le devis estimatif s'élève à 12 384 € hors taxe

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve le projet de travaux d'amélioration de l'acoustique et de l'isolation de la cantine scolaire.
- approuve le coût des travaux qui seront inscrits au budget primitif 2013.
- décide d'entreprendre les travaux
- sollicite l'attribution d'une subvention spécifique au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux au taux de 40%.

N° 2013-8

TRANSPORT PISCINE COMBOURG

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des votants (1 non participation au vote) :

- décide de prendre en charge le financement du transport à la piscine de Combours, pour 10 séances de piscine organisées par l'Amicale Laïque du 2 avril au 18 juin 2013.
- retient le devis des transports CRESPEL d'un montant de 160 € TTC par séance.

N° 2013-9

REFORME DES RYTHMES SCOLAIRES : DEMANDE DE DEROGATION FORMATION D'UN COMITE DE PILOTAGE

Ne remettant aucunement en question la nécessité d'une réforme des rythmes scolaires, et ce dans l'intérêt de l'enfant, la commune de Saint-Médard sur Ille la juge cependant inapplicable en l'espèce, aux vues des moyens mobilisables à si courtes échéances.

Le manque de temps et de visibilité sur le cadre légal de mise en œuvre (informations diffusées tardivement et au compte-goutte, voire encore indisponibles) ne permet pas à la commune d'anticiper correctement l'application des nouveaux rythmes scolaires.

En parallèle, le manque de moyens financiers, humains et matériels : difficulté à recruter des animateurs, à trouver des locaux susceptibles d'accueillir les élèves, manque de temps nécessaire à la formalisation d'un projet éducatif local, somme versée au titre du fond de compensation qui ne compense pas le surcoût auquel est confronté notre commune, ne permet pas la mise en place d'activités périscolaires qualitatives dès la rentrée 2013.

Pour toutes ces raisons, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **est contraint de demander le report de la date d'application des nouveaux rythmes scolaires à la rentrée 2014-2015.**
- **émet en outre le souhait de voir l'aide financière des communes se pérenniser à la rentrée 2014, dans les mêmes proportions qu'à la rentrée 2013 (notamment s'agissant de l'aide forfaitaire de 50 euros par élève).**

Le Conseil Municipal :

- à la majorité (10 voix, 1 abstention –Mr VIDELLOT étant de retour à la séance) propose la formation d'un comité de pilotage afin d'élaborer un projet éducatif. Ce comité sera composé de 2 élus, 2 enseignants, 2 délégués de parents, 2 agents communaux et ponctuellement de partenaires divers.
- à l'unanimité, désigne les membres élus du comité de pilotage : Véronique HUET, Lionel VAN AERTRYCK, et Laurence MOIRÉ (suppléante).

N° 2013-10

EMPLOI D'UNE STAGIAIRE A L'ACCUEIL DE LOISIRS

Dans le cadre de sa formation aux fonctions d'animatrice d'accueil de loisirs, Emilie BURGOT doit effectuer un stage pratique de 14 jours en Accueil de Loisirs pour valider sa formation de préparation au diplôme du BAFA.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise le recrutement d'une stagiaire BAFA à l'Accueil de Loisirs, et décide de lui allouer une gratification de 100€ par semaine.

N° 2013-11

GRATIFICATIONS AUX STAGIAIRES

Par délibération du 29 mars 2012, le Conseil Municipal avait décidé d'allouer une gratification aux stagiaires accueillis dans la Commune, à raison de 100€ par semaine.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des votants (1 non participation au vote), décide d'allouer :

- une gratification de 100€ par semaine à Manon ROUYER, diététicienne stagiaire à la cantine du 11 février au 8 mars 2013.

- une gratification de 100€ par semaine à Marine OMNES, diététicienne stagiaire à la cantine du 18 février au 1^{er} mars 2013.

N° 2013-12

LIMITES D'APPLICATION DU DROIT DE PREMPTION URBAIN

Le Droit de Préemption Urbain a été institué par délibération du Conseil Municipal du 22 juin 2007. Suite à l'approbation de la révision du Plan Local d'Urbanisme le 18 septembre 2012 certaines zones ont changé de nature. Il y a lieu de préciser à nouveau les zones sur lesquelles le DPU sera appliqué et de mettre à jour le plan.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité (9 voix pour, 1 abstention), décide de fixer le DPU sur toutes les parcelles en zones U et AU figurant sur le plan annexé à la présente.

La délibération sera transmise avec le plan à :

Préfecture, DDTM, Tribunal de Grande Instance de Rennes, direction des Services Fiscaux, Chambre d'Agriculture, conseil supérieur du notariat, Chambre départementale des Notaires, Pays de Rennes, communauté de communes du Val d'Ille.

N° 2013-13

EXERCICE DU DROIT DE PREMPTION : MISE EN PLACE D'UNE ACTION FONCIERE VOLONTARISTE DANS LE BOURG

L'ensemble des documents d'urbanisme s'appliquant sur la commune (SCOT du Pays de Rennes, PLH de la Communauté de Communes du Val d'Ille, PLU du 21 mars 2003, modifié le 17/06/2005, et le 16/03/2007) incite à une plus grande sobriété foncière en vue de limiter l'étalement urbain et le grignotage des terres agricoles. Cela passe notamment par des projets en cœur de bourg, en donnant la priorité au renouvellement urbain et au comblement des dents creuses. Les opérations menées doivent également favoriser une certaine densité.

Pour mener à bien ces objectifs de développement durable, il est parfois nécessaire que la puissance publique ait la maîtrise, totale ou partielle, des opérations. Cette maîtrise passe notamment par la propriété des emprises foncières nécessaires au projet.

Aussi, il vous est proposé d'acter la mise en place d'une politique foncière volontariste sur le bourg, au besoin en faisant usage du droit de préemption, en vue d'y favoriser le renouvellement urbain et la densification.

VU le Code de l'Urbanisme et notamment :

- dans sa partie législative, le livre II, titre I (chapitres I, II et III), titre II (chapitre I), titre III et titre IV, les articles L. 111-11, L. 123-2, L. 123-17, L300-1 et L. 311-2

- dans sa partie réglementaire, le livre II, titre I (chapitres I, II et III)

- **VU** la délibération du conseil municipal en date du 22 juin 2007 instituant le Droit de Préemption Urbain sur la commune de St Médard s/Ille et la délibération du 21 février 2013 fixant le zonage soumis au DPU suite à la révision du PLU approuvé le 18 septembre 2012,

Considérant que le SCOT du Pays de Rennes approuvé le 18 décembre 2007 dispose notamment :

* **Au niveau du diagnostic**, que le territoire du Pays de Rennes est dynamique (croissance annuelle de + 1,29% des emplois et de +1,31% la population entre 1990 et 1999) et est un territoire de qualité (bien desservi, présentant une diversité et une connexion des milieux naturels à préserver, avec un paysage à dominante agricole et naturelle qui forme l'identité du Pays de Rennes et de ses communes et un système urbain multi-polaire) et que compte tenu de la consommation de l'espace de 250 ha par an ces 10 dernières années, il convient, pour maintenir cette qualité de vie, de mettre en place des options volontaristes dans le SCOT pour lutter contre l'étalement urbain.

* **Au niveau du PADD**, qu'il convient d'améliorer la lisibilité et la sécurité foncière pour les agriculteurs; d'économiser l'espace pour préserver les ressources foncières; de favoriser le renouvellement urbain; d'assurer la compacité des extensions urbaines; de revaloriser le cœur

des bourgs pour produire un habitat plus compact et plus diversifié, proche des services, des équipements et des transports en commun, permettant ainsi de redynamiser le coeur de la commune et d'installer ou maintenir des commerces de proximités; d'aboutir à une plus grande densité de population autour des gares et pôles d'échanges.

* **Au niveau du DOG**, que pour mettre en oeuvre ces objectifs, des potentiels urbanisables en extension maximum pour chaque commune ont été définis pour accueillir la croissance attendue en matière d'habitat, d'équipements et d'activités locales; des objectifs de compacité des extensions urbaines ont également été définis (densités différenciées selon les territoires et renforcées aux abords des pôles d'échange structurants); le renouvellement urbain et la densification des communes doivent être recherchés; le développement ne peut se faire qu'en continuité urbaine et la dispersion de l'habitat et de l'activité dans le territoire agricole doit être limitée.

Considérant que le PLH de la Communauté de Communes du Val d'Ille adopté en 2007, et modifié le 19 avril 2011, dispose notamment :

- que la commune de St Médard sur Ille doit réaliser 14 logements par an, dont 8 logements locatifs sociaux sur la période du PLH,
- que la commune de St Médard s/Ille doit produire un logement diversifié avec 20 % de collectif ou d'intermédiaire, 30% d'individuel groupé, et 50% de lots libres
- que suite à la modification du PLH à mi-parcours, un objectif de densité minimal en extension d'urbanisation est fixé à 20 logements / ha et que la priorité est donnée au renouvellement urbain permettant de construire un habitat dense, proche des services et des moyens de transports en commun.

Considérant que les documents de planification et d'urbanisme auxquels est soumise la commune indiquent, conformément aux dispositifs issues des lois « Grenelle I » et « Grenelle II », qu'il convient de limiter l'étalement urbain afin de mettre fin au grignotage des espaces naturels et des terres agricoles, de traiter les friches et de produire les logements au plus près des commerces et des services dans un objectif de développement durable,

Considérant que pour atteindre ces objectifs, il y a lieu de favoriser le renouvellement urbain dans le bourg et d'inciter à une plus grande densité des opérations, tant dans la production de logements que dans les commerces, les activités ou les services,

Considérant qu'une partie de ces objectifs ne pourra être atteinte que par une maîtrise publique des opérations, qu'il y a donc lieu d'envisager une action foncière volontariste par l'acquisition, par tous moyens légaux y compris la préemption, d'emprises foncières situées dans le bourg et propres à recevoir des programmes de renouvellement urbain,

Considérant que par délibération en date du 21 février 2013, le conseil municipal a institué le droit de préemption urbain sur les zones U et AU de la commune

Considérant les objectifs communaux et supra communaux de lutte contre l'étalement urbain, de renouvellement urbain et de promotion d'une certaine densité, et la nécessité de maîtriser certaines emprises pour ce faire,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

Décide, à la majorité (10 voix pour, 1 abstention) la mise en place d'une action foncière volontariste sur le bourg de SAINT-MEDARD SUR ILLE, dans le périmètre joint à la présente délibération, par l'acquisition, au besoin par l'exercice du droit de préemption, d'emprises foncières propres à permettre des opérations de renouvellement urbain et/ou de densification du tissu existant.

N° 2013-14

TAXE D'AMENAGEMENT : EXONERATION DES AIRES DE STATIONNEMENT DES LOGEMENTS SOCIAUX

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article L. 331-9,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à la majorité (10 voix pour, 1 abstention) décide, d'exonérer totalement, en application de l'article L. 331-9 6° et/ ou 7° du code de l'urbanisme :

Les surfaces annexes à usage de stationnement des locaux mentionnés au 1° de l'article L. 331-12 qui ne bénéficient pas de l'exonération prévue au 2° de l'article L. 331-7 (il s'agit notamment d'exonérer les stationnements intérieurs des logements financés en PSLA, PLUS, PLS).

La présente délibération est applicable à compter du 1er avril 2013

Elle est transmise au service de l'Etat chargé de l'urbanisme.

N° 2013-15

CHEMIN DE RANDONNEE A LA GARENNE

Mr et Mme DU MERLE nouveaux propriétaires des parcelles D 655, 656, 488, 489, 490 et 491 au lieu dit « la Garenne » à St Médard sur Ille, souhaitent déplacer à l'ouest de la parcelle D n° 491 l'assiette du chemin rural inscrit au PDIPR et situé entre les parcelles D491 d'une part et D487 et 490 d'autre part (boucle n° 12 de la Communauté de Communes du Val d'Ille).

Le service des Espaces naturels sensibles du Département et la commission « chemins de randonnée » de la Communauté de Communes du Val d'Ille ont émis un avis défavorable. Le tracé de l'itinéraire mixte actuellement inscrit au P.D.I.P.R. est bien approprié à la pratique de la randonnée tant par ses aménagements, son intégration dans le paysage que par sa lisibilité par les randonneurs. Il n'y a pas lieu de modifier l'itinéraire, tout aménagement supplémentaire serait néfaste pour le milieu naturel, les parcelles adjacentes étant très humides.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décident de ne pas modifier l'assiette du chemin rural inscrit au PDIPR, au lieu dit « la Garenne ».

N° 2013-16

DEMANDE DE SUBVENTION DE LA HALTE GARDERIE PARENTALE « LA FARANDOLE »

L'ADMR locale de Melesse gestionnaire depuis 2011 des services proposés par la Halte garderie parentale « la Farandole » sollicite une subvention pour les années 2012 et 2011 en régularisation, à raison d'1.15€ de l'heure d'accueil au prorata du nombre d'heures d'accueil des familles de la commune.

Pour St Médard, le montant sollicité pour une famille est de 133.86€ pour 2012 et 322.77€ pour 2011.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité (1 voix pour, 8 voix contre, 2 abstentions) décide de ne pas verser de subvention à la Halte garderie « la Farandole ».

N° 2013-17

LOCATION DE BALAYEUSE

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité (10 voix pour, 1 abstention) décide d'établir avec la Commune de St Germain sur Ille, un contrat d'un an de location de balayeuse pour le balayage de la voirie. Le prix de la location est de 200€ par jour

N° 2013-18

EMPRUNT DE LIVRES DE BIBLIOTHEQUE

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide de porter à six, le nombre de documents pouvant être empruntés par les adhérents à la bibliothèque durant 3 semaines.

Saint-Médard sur Ille	21 février 2012	Compte rendu du conseil municipal
-----------------------	-----------------	-----------------------------------

**N° 2013-19 SICTOM DES FORETS : DESIGNATION D'UN CORRESPONDANT
« POINTS NOIRS ».**

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, désigne Bernard BOIVENT, en tant que correspondant « points noirs » auprès du SICTOM DES FORETS.